

JACQUES LERUEZ

L'ÉLECTION DU MAIRE DU GRAND-LONDRES : 4 MAI 2000

Le Grand-Londres est très différent du petit Paris. Alors que la capitale française est entourée de deux couronnes (petite et grande couronnes) de communes autonomes, aux superficies et aux populations variées, communes qui forment 7 départements (8 avec Paris) et la région d'Île-de-France, Londres est à la fois capitale, mégapole et région, avec, avant le 4 mai 2000, un seul niveau d'administration locale composé de 32 « bourgs » (*boroughs*), indépendants les uns des autres.

Cette région-capitale de 7,2 millions d'habitants, qui, avec 1 578 km², est quinze fois plus étendue que la Ville de Paris, contient à la fois les quartiers les plus riches et les plus pauvres d'Angleterre. Cinq « bourgs » de Londres (Newham, Hackney, Tower Hamlets, Southwark et Islington) font partie des dix collectivités locales anglaises les plus défavorisées. La proportion des adultes recevant une aide sociale dépasse 20 % à Hackney, Newham et Tower Hamlets ; elle est à moins de 4 % à Richmond. En même temps, Londres est la mégapole la plus cosmopolite du monde, hébergeant

33 communautés nationales de plus de 10 000 ressortissants nés en dehors du Royaume-Uni, comme en témoignent les 193 langues qui y sont parlées. Les résidents des minorités ethniques représentent 27 % de la population active, mais 47 % des chômeurs dans le Londres intérieur. 21 millions de déplacements y sont faits chaque jour dont 49 % en voiture et 24 % par les transports en commun. Plus d'un million de gens entrent chaque jour ouvrable dans le centre de Londres pour y travailler. En 1985, il fallait 32 minutes en moyenne à chaque Londonien pour aller à son travail dans le centre ; il en faut aujourd'hui 55. L'exclusion sociale, l'engorgement et la pollution sont autant de problèmes auxquels le nouveau maire devra s'atteler.

Depuis que Margaret Thatcher avait, en 1986, supprimé d'un trait de plume le conseil du Grand-Londres (GLC), ainsi que son exécutif, alors dirigé par Ken Livingstone (dit Ken le Rouge), devenu depuis député travailliste, Londres n'était plus administré dans son ensemble par une assemblée démocratiquement élue. Si les 32 « bourgs » subsistaient à l'échelon inférieur¹, à l'éche-

147

1. La réforme de 1963 créant le Grand-Londres l'avait divisé en 20 « bourgs » périphériques

lon supérieur, des agences techniques administratives, coordonnées par un ministre de Londres, non-membre du cabinet, avaient pris le relais. Il est vrai que les 12 « bourgs » du Londres intérieur s'étaient vu attribuer la responsabilité de l'enseignement primaire et secondaire, autrefois géré par une « autorité » spéciale : l'*Inner London Education Authority*, supprimée quelque temps après le GLC.

148 Le parti travailliste, qui avait le plus souvent gouverné le Grand-Londres depuis la création d'institutions propres en 1963, avait violemment protesté contre la suppression du conseil. Il avait donc hâte de rétablir une autorité territoriale globale ; mais il n'était pas question de faire renaître le conseil dont le fonctionnement était unanimement jugé lourd et peu efficace. En outre, les dirigeants travaillistes nationaux n'avaient pas gardé un bon souvenir de la « résistance » opposée à Thatcher sur l'autre rive de la Tamise² par Ken Livingstone et son administration, qui avait été vécue par bon nombre d'entre eux comme un défi au Parlement.

LES NOUVELLES INSTITUTIONS DU GRAND-LONDRES

D'où l'idée – émanant semble-t-il de Tony Blair – d'une assemblée plus restreinte, élue en même temps et pour la même période que le maire, c'est-à-dire quatre ans ; celui-ci est désormais choisi directement par les Londoniens au cours d'un scrutin séparé selon un mode d'élection préférentiel, conçu pour favoriser les candidats de consensus ; en pratique, chaque électeur disposant d'un premier et d'un second choix. Un an après l'arrivée de Blair au pouvoir, les Londoniens avaient approuvé lors d'un référendum pré-législatif, le 7 mai 1998³, les grandes lignes des futures institutions.

La loi, votée plus tard⁴, a confié à ce maire des pouvoirs « stratégiques » importants ; il est notamment responsable de quatre agences essentielles pour la vie quotidienne des Londoniens :

– l'« autorité » de police métropolitaine (*Metropolitan Police Authority : MPA*), dont il partage la responsabilité avec le ministre de l'Intérieur ;

– l'« autorité » de lutte contre l'incendie et autres services d'urgences (*London*

(*outer boroughs*), pris sur une partie notable de ce qu'on appelle les Home Counties : Surrey, Kent et Essex (qui s'en trouvaient d'autant diminués) et absorbant totalement le Middlesex, et en 12 « bourgs » intérieurs (*inner boroughs*) qui correspondaient au territoire de l'ancien comté de Londres (qui disparaissait en tant qu'entité de gouvernement local).

2. Le Conseil du Grand-Londres occupait juste en face de Westminster un vaste bâtiment du XIX^e siècle, longtemps siège du Conseil du Comté de Londres, où bon nombre de dirigeants travaillistes avaient fait leurs premières armes politiques, avant et après la Première Guerre mondiale.

3. La question posée était la suivante : Approuvez-vous le projet d'élection d'un maire et d'une assemblée de 25 membres pour Londres ?

Participation	34,6 % ;
Oui	1 230 715 (72 %)
Non	478 413 (28 %)
Votes nuls	26 188

Seul, le parti conservateur avait fait campagne pour le non, sans grande conviction d'ailleurs.

4. *Greater London Authority Act*, 1999.

Fire and Emergency Planning Authority : LFEPA)

- l'organisme de coordination des transports (*Transport for London* : TfL) ;
- une agence de développement (*London Development Agency* : LDA).

Ce poste de maire est une innovation importante dans les structures politiques britanniques. Aucun poste ne lui est comparable puisque les pouvoirs des autres dirigeants politiques du pays, y compris ceux du Premier ministre, émanent certes d'un choix démocratique et personnalisé, mais, d'une façon indirecte, leur désignation se faisant conjointement avec l'élection d'une assemblée, devant laquelle il est responsable. Dans le cas du maire de Londres, la logique démocratique est tout autre puisque son mandat électif est indépendant de l'assemblée avec laquelle il doit travailler. Ce mode de désignation devrait lui valoir une légitimité inégalée puisqu'il est l'élu de plus de 5 millions d'électeurs londoniens. En tout cas, ses pouvoirs de nomination (*powers of patronage*) ne sont pas négligeables ; il désigne les quinze membres du conseil d'administration de TfL, les quinze membres du conseil d'administration de la LDA, ainsi que son directeur général, douze des vingt-trois membres de la MPA et neuf des dix-sept membres de la LFEPA. En outre, il est consulté par le ministre de l'Intérieur avant la nomination du chef (*commissioner*) de la police métropolitaine. A quoi s'ajoute la désignation du président et du conseil d'administration du *Cultural Strategy Group for London*, organisme responsable du tou-

risme, des sports et des beaux-arts. Enfin, il a la faculté de nommer librement autour de lui deux conseillers politiques et une sorte de cabinet de dix membres.

Si le mode d'élection du maire de Londres le rend plus proche des maires des grandes villes américaines, notamment de celui de New York, il devrait néanmoins occuper la même place importante dans la vie politique nationale que le maire de Paris ou le bourgmestre de Berlin, ce qui n'a jamais été le cas pour les responsables municipaux en Grande-Bretagne, où traditionnellement, sauf en cas de conflit aigu entre collectivités locales et pouvoir central (par exemple, sous Margaret Thatcher, notamment au moment de la mise en œuvre de la *poll-tax*), il existe une cloison étanche entre vie politique locale et vie politique nationale⁵. Certes, il contrôle directement un budget très modeste (le maire et l'assemblée disposent pour commencer d'une subvention de fonctionnement de 20 millions de livres), mais il dépend de la bonne volonté des conseils des « bourgs », qui eux disposent de budgets considérables, alimentés par la subvention d'équilibre du gouvernement central (*Rate Support Grant*) et par les impôts locaux. Les politiques publiques voulues par le maire, par exemple en matière de transports, doivent être en accord avec les politiques nationales prônées par le gouvernement. La campagne électorale a montré, par exemple, que le maire élu, Ken Livingstone, était en total désaccord avec la politique déjà formulée par le

5. On peut penser d'ailleurs que la dévolution (présence d'assemblées et d'exécutifs régionaux en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, d'un maire à Londres et peut-être dans certaines autres grandes villes anglaises) va inverser la tendance et rapprocher ces deux mondes.

gouvernement pour ce qui concerne la modernisation du métro de Londres, dont tout le monde s'accorde à penser qu'elle ne peut plus attendre. En outre, bien qu'il ne soit pas directement responsable devant l'assemblée, il faut néanmoins que les deux institutions travaillent ensemble.

Cette assemblée, dite « stratégique », réduite à vingt-cinq membres, est élue selon un mode de scrutin très proche des systèmes écossais et gallois :

150

– 14 membres élus selon le scrutin traditionnel (*first past the post*) dans des circonscriptions découpées à cette intention et formées de deux ou trois « bourgs » entiers ;

– 11 selon un système additionnel proportionnel (l'ensemble du Grand-Londres formant une seule circonscription) qui corrige, au moins partiellement, les inégalités de représentation dues au premier vote.

LA SÉLECTION DES CANDIDATS

Les candidats des différents partis furent choisis à partir de l'automne 1999. Si la désignation de Susan Kramer comme candidate libérale-démocrate fut acquise sans aucun problème, il n'en fut pas de même pour le choix des candidats principaux, dont les procédures de sélection se prolongèrent durant l'hiver.

Pour les conservateurs, le flamboyant Lord Archer, romancier à grand tirage, de politique-fiction notamment, dont les œuvres – ainsi que quelques spéculations boursières aventureuses – lui ont valu une immense fortune, s'était imposé

comme candidat, après consultation des adhérents conservateurs de Londres⁶ et avec le soutien de William Hague et des caciques du parti, dont Lady Thatcher, bien que cet homme brillant mais hétérodoxe et peu soucieux de discipline partisane ait souvent été un embarras pour les dirigeants. Mais, le 19 novembre, le *News of the World*, journal du dimanche à scandales, publiait les déclarations d'un ancien ami d'Archer à qui il avait demandé un faux témoignage, lors d'un procès en diffamation, gagné contre le *Daily Star* en 1987, et dont il avait tiré beaucoup d'argent (que lui réclame maintenant ce journal). Le 21, à la demande insistante de William Hague, Archer renonçait à sa candidature, plongeant son parti dans une crise majeure. Crise d'autant plus grave qu'une partie des responsables londoniens tentèrent d'écarter la personnalité qui avait été la mieux placée après Archer dans la course à la candidature : Steven Norris. Ce dernier avait en effet le handicap à leurs yeux d'avoir accumulé autrefois des liaisons extramaritales et d'avoir été vendeur d'automobiles. Certains journaux n'hésitèrent pas à insinuer que c'était cette dernière caractéristique qui rebutait davantage les sections les plus huppées d'un parti conservateur londonien encore très snob. En tout cas, il fallut que William Hague mît son autorité dans la balance pour qu'il fût, dans un premier temps, rétabli sur la liste des candidats possibles et, dans un second temps (le 17 janvier), choisi définitivement comme candidat officiel⁷. Malgré ces ratés, le choix du candidat conservateur s'était

6. Il l'avait emporté facilement par 15 716 voix contre un peu plus de 6 000 à son principal rival, Steven Norris, ancien ministre des Transports du gouvernement Major.

7. Il obtint 12 903 voix contre 4 712 à Andrew Boff, candidat plus jeune. Le 15 décembre, il avait déjà été placé en tête par une assemblée de délégués de sections par 354 voix contre 210.

fait, en définitive, selon une procédure au-dessus de tout soupçon. Il n'en a pas été de même chez les travaillistes.

Dès que l'hypothèse d'une élection directe du maire de Londres devint une réalité, les sondages se mirent à annoncer avec une belle constance l'irrésistible ascension de Ken Livingstone. Ce dernier n'avait jamais caché son ambition de se remettre au service des Londoniens, bien qu'il eût trouvé « loufoque » (*barmy*) la création d'un poste de maire directement élu. En fait, quand les grandes lignes du projet furent connues, on eût pu croire qu'il était conçu tout exprès pour Livingstone. Or, il n'en était rien, bien au contraire. Le Premier ministre ne voulait à aucun prix permettre la promotion à un poste aussi valorisant d'un homme appartenant à un clan qu'il considérait comme le naufrageur du parti dans les années quatre-vingt, le rendant ainsi « inéligible » pendant près de vingt ans ; d'autant qu'à ses yeux Livingstone était loin d'être rentré dans le rang car, profitant des tribunes que lui offrait une presse toujours avide de prises de position gênantes pour le pouvoir en place, il ne se privait pas de critiquer, voire de persifler, le Premier ministre. Alors pourquoi le gouvernement travailliste avait-il persisté dans ce projet ? D'abord, parce que redonner à la capitale des institutions démocratiques dignes de ce nom était un des engagements majeurs du Labour ; en outre, face à la dévolution des pouvoirs accordée à l'Écosse, au Pays de Galles et à l'Irlande du Nord, il fallait bien faire quelque chose pour l'Angleterre⁸. Enfin, dans

l'euphorie de la longue « lune de miel » dont avait bénéficié le gouvernement et plus particulièrement le Premier ministre jusqu'à l'été 1999⁹, Tony Blair croyait sans doute pouvoir contrôler jusqu'au bout le choix de ce maire. Le parti travailliste étant normalement majoritaire à Londres, sans doute pensait-il qu'il suffisait de choisir le bon candidat pour que les électeurs suivent. Bien que les deux postes ne soient pas directement comparables, sauf peut-être par leur double aspect symbolique et médiatique, cette présomption n'était pas sans rapport avec celle du président Giscard d'Estaing qui, en 1977, avait cru pouvoir imposer un de ses amis à la première élection à la mairie de Paris. Dans les deux cas, l'échec fut patent. Si, dans l'exemple français, le poste de maire de Paris donna à Jacques Chirac une base de pouvoir incomparable face au gouvernement central, en sera-t-il de même à Londres ? Bien qu'il soit trop tôt pour se prononcer définitivement, il faut néanmoins remarquer que le pouvoir local a été très affaibli sous Thatcher ; en outre, Ken Livingstone n'est ni ancien Premier ministre ni chef de parti comme l'était Jacques Chirac en 1977.

Devant la menace représentée par la candidature de Livingstone, le siège central du Labour (appelé couramment *Millbank* dans la presse) mit au point une procédure qui devait donner toutes ses chances au candidat préféré des dirigeants. Ainsi, pour éviter un plébiscite de Livingstone, on imagina un collègue électoral à trois sections comptant chacune pour un tiers des voix : une section

151

8. Il y a bien un projet de régionalisation pour l'ensemble de l'Angleterre mais il n'est guère avancé ; en outre, la demande de régionalisation en Angleterre du Sud reste faible.

9. Le premier revers électoral vraiment significatif du Premier ministre date des élections européennes de juin 1999.

pour les adhérents (qui purent se prononcer individuellement par correspondance), une pour les syndicats (qui étaient libres d'organiser un vote de ceux de leurs adhérents qui paient la cotisation politique au parti ou simplement de demander l'avis de leurs comités exécutifs), la dernière section comprenant les députés de Londres aux Communes et au Parlement européen ainsi que les candidats à la future assemblée. Un député travailliste pesait ainsi environ mille fois plus qu'un simple adhérent. A nouveau, l'opposition et les médias eurent beau jeu de proclamer que le Premier ministre était encore victime de son « obsession du contrôle » (*control freakery*). Certes, Tony Blair pouvait arguer que c'était par cette méthode qu'il avait lui-même été élu à la tête du parti en 1994 et que, par conséquent, elle n'était pas de son invention. Il n'empêche qu'il y avait régression car le système OMOV (*One man, one vote*) ne s'appliquait plus intégralement. En outre, Blair avait obtenu une majorité absolue dans les trois sections du collège électoral ; sa désignation était donc au-dessus de tout soupçon. Or, on se doutait que la consultation de Londres serait beaucoup plus serrée. La méthode de sélection choisie apparaissait donc à beaucoup comme une manipulation de grande ampleur, qui ne pouvait qu'ôter de la légitimité à quiconque l'emporterait uniquement grâce aux votes des élus.

Après d'ultimes tractations internes, le nom de Livingstone fut néanmoins retenu sur la liste restreinte des candidats à la candidature. Deux autres noms apparaissaient : d'abord Frank Dobson, familièrement appelé Dobbo par ses amis et par les médias, et qui venait, à l'occasion du remaniement ministériel du 11 octobre, de quitter son poste de

ministre de la Santé, où il s'était acquitté fort honorablement de sa tâche. Un des rares députés de Londres au sein du cabinet, il avait été l'objet, depuis des mois, de fortes pressions de la part du Premier ministre pour qu'il accepte de se lancer dans la bataille. Le troisième candidat était une femme, l'ancienne actrice Glenda Jackson, qui était venue à la politique en 1992, date où elle fut élue députée pour la première fois ; réélue en 1997, elle avait été quelque temps chargée des Transports dans le gouvernement Blair. Actrice célèbre dans les années soixante et soixante-dix, elle n'a pas vraiment su tirer parti de cette aura dans sa carrière politique.

Le vote par correspondance pour les 69 000 adhérents du Grand-Londres se déroula entre le 26 janvier (date d'envoi des bulletins de vote) et le 16 février (date de la clôture) et la déclaration officielle des votes des trois collèges prit place le 20. Si la plupart des observateurs estimaient que Livingstone l'emporterait assez facilement dans le collège des adhérents, et Dobson très largement dans le collège des élus et candidats, on s'attendait généralement à ce que le vote syndical soit plus égal, les adhérents syndicalistes étant traditionnellement assez loyalistes. Pourtant, alors que Dobson se comportait mieux que prévu chez les adhérents individuels (40 % après le report des voix de Jackson), la surprise vint des syndicalistes qui se prononcèrent massivement pour Livingstone. Ce vote eût été encore plus massif d'ailleurs si tous les syndicats avaient organisé de vrais scrutins au sein de leurs adhérents ; en effet, le syndicat des mécaniciens et la section sud du mouvement coopératif votèrent unanimement pour Dobson (à eux deux, ils contrôlaient 7,9 % de l'ensemble des

voix) sans avoir consulté leurs bases. Il est vrai que d'autres syndicats donnèrent toutes leurs voix à Livingstone sans tenir compte des minorités qui s'étaient prononcées pour Dobson ou Jackson. Comme, après tout, un des enjeux de l'élection était la modernisation du métro de Londres, le scrutin organisé par le syndicat des Transports est particulièrement significatif : avec une participation de 29 % – ce qui est plutôt élevé pour un vote syndical –, Livingstone obtint 15 858 voix (85,8 %), Jackson 1 342 (7,3 %), Dobson 1 285 (6,9 %). Et c'est ce dernier qui l'emporta finalement avec 51,5 % de l'ensemble des votes en sa faveur contre un score de 48,5 % pour le favori des syndicats, Livingstone¹⁰. Sitôt les résultats de l'élection interne proclamés, Ken Livingstone cria à la tricherie ; néanmoins, il ne se prononça pas immédiatement sur ses intentions, pensant sans doute que la faible confiance que la base travailliste lui avait accordée inciterait Dobson à se retirer. Comme il n'en fut rien, dès le 5 mars, après deux entretiens avec le vice-Premier ministre chargé des Transports, John Prescott (mais l'un et l'autre cherchèrent-ils vraiment un

accommodement ?), il annonça officiellement sa candidature comme indépendant, rompant ainsi, au moins provisoirement, avec son parti, qui l'exclut pour cinq ans. Les sondages continuant de le placer largement en tête, il eût fallu qu'il ait un sens du sacrifice exceptionnel pour s'incliner ; il sentait bien en outre que le défi qu'il jetait à Blair plaisait à beaucoup d'électeurs londoniens. Certes, les intentions de vote ne restèrent pas à ce niveau jusqu'à la date du scrutin ; des reclassements eurent lieu, notamment à droite où le candidat conservateur faisait une bonne campagne. Toutefois, à la veille du 4 mai, le suspense n'était pas grand malgré les efforts des médias pour dramatiser l'élection sur des points mineurs, comme, par exemple, la question de savoir si le candidat travailliste officiel serait battu ou non par la candidate libérale. Cette absence de suspense explique peut-être le taux élevé d'abstentions.

153

LES RÉSULTATS¹¹

La participation

On avait espéré qu'une campagne animée, la nouveauté du scrutin et l'impor-

10. Résultats du vote interne au parti travailliste.

Premières préférences

	Adhérents individuels %	Syndicats %	Élus et candidats %	Total %
Dobson	35,3	26,9	86,5	49,6
Livingstone	54,9	71,0	12,2	46,0
Jackson	9,8	2,1	1,3	4,4

Résultat définitif (après répartition du vote Jackson)

Dobson	40,1	28,0	86,5	51,5
Livingstone	59,9	72,0	13,5	48,5

11. Le même jour, aux élections locales partielles en Angleterre, les conservateurs, avec environ 38 % des voix, reprenaient 600 sièges, presque tous perdus par les travaillistes (29 % des voix, pourcentage le plus bas depuis 1977) ; les élections de 1996 ayant été très mauvaises pour le parti de John Major, on estimait généralement qu'en deçà de 400 sièges gagnés, William

tance de l'enjeu auraient pour conséquence une moindre indifférence du public vis-à-vis de l'événement. Il n'en a rien été. Avec 34 % pour l'élection du maire et 31 % pour celle de l'assemblée, la participation est très semblable à ce qu'elle est en général lors des élections locales britanniques (33,6 % pour les autres élections en Angleterre qui avaient lieu le même jour, 35 % pour les conseils des « bourgs » en 1998). Certes, elle est meilleure qu'elle ne l'a été aux élections européennes de 1999 (23,1 % à Londres, très proche de la moyenne nationale) qui avait marqué un record d'indifférence. Mais elle reste néanmoins inférieure à ce qu'elle a été aux dernières élections du GLC, en 1981 (44 %) ainsi qu'à la meilleure participation (48 %) pour les élections aux conseils des « bourgs », en 1990. Elle marque donc une désaffection certaine pour la vie politique de la part du grand public. De plus, comme pour les élections européennes, elle a été différentielle, les électeurs travaillistes potentiels s'étant abstenus davantage que les autres. Il n'est donc pas étonnant que les résultats du parti gouvernemental n'en apparaissent que plus mauvais.

L'élection du maire

A Londres, aux élections générales de 1997, les candidats travaillistes avaient totalisé 49 % des voix, soit 33 % des inscrits ; les conservateurs 31 % et 21 % ; les libéraux-démocrates 15 % et 10 %.

Résultats de l'élection du maire

Électorat	5 093 464
Participation	1 714 162 (33,65 %)

	Voix	%
<i>Premières préférences seules</i>		
Livingstone K. (Ind.)	667 877	38,96
Norris S. (C)	464 434	27,09
Dobson F. (Tr.)	223 884	13,06
Kramer S. (LD)	203 452	11,87
Johnson D. (Verts)	38 121	2,22
Divers (6)	116 394	6,79
<i>Avec deuxièmes préférences</i>		
Livingstone K.	776 427	57,92
Norris S.	564 137	42,08
<i>Majorité</i>		
	212 290	15,84

SOURCE : *The Guardian*, 6 mai 2000.

Le 4 mai 2000, malgré un score décisif (39 % de premières préférences et plus de 10 points d'avance sur Steven Norris), Ken Livingstone n'a obtenu le soutien que d'à peine 14 % des électeurs inscrits, contre 9 % pour Norris et 4 % respectivement pour Dobson et Kramer. D'après les sondages de sorties d'urnes, il semble que la moitié des supporters de Livingstone étaient des électeurs qui, normalement, auraient voté travailliste. Et, même si ces proportions sont bien inférieures à ce que prédisaient les sondages dans les semaines précédant l'élection, Livingstone a réussi à s'attirer le

Hague n'aurait pas de quoi pavoiser ; par conséquent, un gain de 600 sièges constituait une petite victoire. Toutefois, le même jour encore, les conservateurs perdaient l'élection partielle parlementaire de Romsey au profit des libéraux-démocrates qui l'emportèrent par 19 571 voix contre 16 260, avec une participation très honorable de 55,6 %. Or, Romsey était considérée comme une circonscription sûre par le parti conservateur qui l'avait conservée sans coup férir, en 1997, avec une avance de 8 500 voix. L'hirondelle des élections locales n'annonçait pas forcément un printemps aux Communes.

soutien de 33 % des libéraux-démocrates et, plus surprenant encore, de 24 % des supporters habituels du parti conservateur ! Pour quelqu'un qui était considéré comme un gauchiste invétéré par Margaret Thatcher, ce résultat est tout de même admirable. Il semble cependant que les violentes manifestations antiglobalisation (avec vandalisme du cénotaphe et de la statue de Churchill) aient incité certains électeurs modérés à reporter au dernier moment leurs suffrages sur Steve Norris. Selon un sondage *Evening Standard*/ICM, paru une semaine avant le scrutin, 57 % des électeurs de classes moyennes étaient prêts à voter Livingstone ; le jour de l'élection, seuls 37 % d'entre eux l'auraient effectivement soutenu. Il reste qu'il obtint un soutien électoral pluri-partisan à faire pâlir d'envie les chantages du nouveau Labour et, bien sûr, le candidat travailliste officiel.

Ce dernier (13 % des premières préférences) subissait un échec humiliant, se contentant de rassembler les électeurs travaillistes les plus loyaux qui n'avaient pas voulu se dissocier des consignes de leur parti. Jamais le pauvre Frank Dobson n'avait réussi à décoller. Manquant de panache et de sens de la répartie face à Livingstone, il fit une campagne très terne et ne put éviter d'apparaître comme l'homme de Tony Blair, voire le « caniche » (*poodle*) du Premier ministre, comme disait la presse d'opposition. Cela l'a forcément desservi. Comme le remarquait dès janvier un membre du parti plus proche de Livingstone que de Blair : « Il est infantile de s'en prendre à Frank Dobson simplement pour s'attaquer à Blair¹² » ;

c'est pourtant ainsi que beaucoup d'électeurs se comportèrent, dont, parmi eux, maints travaillistes. A travers son humiliation, c'était incontestablement le Premier ministre qui était visé.

On remarquera, en outre, que, alors que 83 % des votants ont exprimé une seconde préférence, le vainqueur n'en a reçu qu'un nombre limité : un peu plus de 100 000, tout comme son adversaire conservateur, ce qui changea peu de choses à leur écart en voix final. La victoire de Ken Livingstone est donc nette et incontestable. Toutefois, si l'on examine les secondes préférences des autres candidats, on s'aperçoit qu'elles améliorent considérablement les scores relatifs de certains d'entre eux ; le candidat Vert, par exemple, obtient un nombre appréciable des secondes préférences des électeurs de Livingstone ; Susan Kramer, surtout, remporte 28 % de l'ensemble des secondes préférences, ce qui lui aurait permis, si ce vote supplémentaire n'avait pas été destiné seulement à départager les deux premiers candidats, de dépasser légèrement Steve Norris (40,4 % contre 40,3 % des deux votes). Il s'agit donc d'un succès d'estime pour cette candidate peu connue, qui a fait campagne avec opiniâtreté mais dont le message, proche de celui de Livingstone, notamment sur les transports, est mal passé en raison de l'affrontement principal des deux candidats issus du parti travailliste, un nombre appréciable d'électeurs libéraux-démocrates, on l'a dit, ayant préféré jouer les arbitres dans cette rivalité. Il en a été de même pour certains électeurs conservateurs, si bien que Steve Norris, malgré un discours libéral et une campagne efficace qui lui

12. *The Guardian*, 24 janvier 2000.

ont valu beaucoup de sympathies, n'a pas retrouvé les suffrages conservateurs de 1997, pourtant déjà bas : 27 % de premières préférences contre 31 % ; il est vrai qu'il s'était refusé à suivre son *leader*, William Hague, qui, pour les élections locales anglaises, faisait campagne sur des thèmes mobilisateurs à droite (immigration, homosexualité).

Le vote pour l'assemblée

156 Sur les 25 membres à élire, rappelons-le, 14 l'étaient dans des circonscriptions créées tout exprès selon le mode de scrutin traditionnel, 11 au moyen d'un vote additionnel (*top-up vote*) à l'échelle du Grand-Londres, qui devait apporter une correction proportionnelle à la brutalité majoritaire du premier vote, mode de scrutin tout à fait comparable à ceux du Parlement écossais et de l'assemblée galloise.

Ce système, qui allait empêcher que les travaillistes n'obtiennent de trop lourdes majorités absolues en Écosse¹³ et au Pays

de Galles, lui a permis, à Londres, de faire jeu égal – en sièges – avec les conservateurs (et de prendre ultérieurement la présidence de l'assemblée). En effet, au premier vote, ces derniers, grâce à une avance en voix inespérée dans des circonscriptions où les conseils de « bourgs » sont à majorité travailliste, l'emportèrent dans 8 circonscriptions sur 14, les travaillistes gagnant seulement 6 sièges.

Toutefois, au deuxième vote, où, à la différence de l'élection du maire, il y a eu marginalement (+ 1,5 %) davantage de suffrages exprimés qu'au premier, les travaillistes se sont quelque peu rattrapés, obtenant 3 sièges supplémentaires contre 1 seul à leurs adversaires. On voit là d'ailleurs tout l'intérêt de la correction proportionnelle du nouveau mode de scrutin ; il permet aux électeurs d'utiliser leur deuxième vote selon leur cœur ; certes, il entraîne une certaine dispersion des voix (les divers passant de 72 612 à

Les résultats pour l'élection de l'assemblée

	<i>1^{er} vote</i>			<i>2^e vote</i>			<i>Total</i>
	<i>(14 circonscriptions)</i>			<i>(ensemble du G-L)</i>			
	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>	<i>sièges</i>
Suf. ex.	1 586 070	31,1		1 659 630	32,6		
Cons.	548 707	34,6	8	481 053	29,0	1	9
Trav.	501 296	31,6	6	502 874	30,3	3	9
Lib.-dém.	299 998	18,9	0	245 555	14,8	4	4
Verts	163 457	10,3	0	183 910	11,1	3	3
Divers	72 612	4,6	0	246 238	14,8	0	0

Source : *The Guardian*, 6 mai 2000.

13. Voir notre chronique de l'an dernier : « Le nouveau parlement écossais et les élections du 6 mai 1999 », *Pouvoirs*, n° 90, 1999, p. 153-164.

246 238 suffrages) mais, plus important sans doute, il permet à des partis qui figuraient difficilement (les libéraux-démocrates) ou très rarement (les Verts) dans des assemblées dites représentatives, d'être pleinement représentés alors qu'ils obtiennent la confiance d'une proportion non négligeable de l'opinion.

LES LEÇONS DE L'ÉLECTION DE LONDRES

La première et la plus évidente leçon s'adresse au gouvernement central en général et au Premier ministre en particulier. Ce dernier avait déjà montré au Pays de Galles, et dans une moindre mesure en Écosse, qu'il n'acceptait pas pleinement la logique de la dévolution, qui implique qu'il n'y ait pas interférence des dirigeants nationaux dans le choix des candidats locaux. Au Pays de Galles, pour les élections régionales de mai 1999, le Premier ministre avait imposé Alun Michaël comme candidat au poste de *First Secretary* ; qui avait bien été élu à la tête d'un cabinet travailliste monocolor mais minoritaire. Cependant, ce cabinet était allé de crise en crise jusqu'à ce que Michaël finisse par démissionner, le 9 février 2000. Le parti local s'empressa alors d'élire à sa place son ancien rival, Rhodri Morgan, qui eût probablement été désigné comme candidat, l'année précédente, sans les pressions du parti central. Les déboires gallois auraient dû inciter le Premier ministre à la prudence. En fait, à Londres, Tony Blair s'engagea bien davantage ; non content de mettre tout son poids derrière Frank Dobson (au moment de la sélection car, à la surprise

générale, il intervint peu dans la campagne elle-même), il avait attaqué Livingstone personnellement et expliqué aux Londoniens en quoi cette candidature était désastreuse pour eux et le parti travailliste. Par conséquent, la victoire de ce dernier constituait un camouflet de taille pour le Premier ministre. Pourtant, dans un entretien accordé à deux journalistes de renom, Peter Riddell et Philip Webster, le dimanche qui suivit l'élection¹⁴, Tony Blair fit contre mauvaise fortune bon cœur et déclara qu'il ne changerait pas un iota à sa politique en général et à celle concernant Londres en particulier. Mais pouvait-il dire autre chose ? Il ajouta qu'il ne serait pas question de réadmettre Livingstone dans le parti avant la fin du délai fixé (5 ans), ce qui posera inévitablement un problème lors de la prochaine élection générale puisque, jusqu'à nouvel ordre, Livingstone reste député aux Communes. De son côté, ce dernier s'est voulu accommodant, rappelant même le mot de Churchill, selon lequel il fallait se montrer magnanime dans la victoire, nommant autour de lui des équipes reflétant les différentes tendances de l'assemblée et faisant la part belle au parti travailliste qui obtient deux postes importants : celui de maire-adjoint (Nicky Gavron, dont on dit qu'elle est proche de Tony Blair) et la présidence de l'autorité de police (Lord Harris). D'autre part, Trevor Phillips, qui eût été l'adjoint de Dobson si ce dernier l'avait emporté, était élu président de l'assemblée, dès le premier tour, par 16 voix contre 9, avec le soutien des libéraux-démocrates (qui ont pris la vice-présidence) et des Verts.

157

14. *The Times*, 8 mai 2000.

La deuxième leçon du scrutin est que, dorénavant en Grande-Bretagne, il semble possible de gagner une élection comme indépendant et sans le soutien des puissantes machines des partis. Livingstone n'a d'ailleurs pas manqué de le souligner dans ses premières déclarations après sa victoire. Toutefois, il a aussi noté que les trois quarts de son équipe de campagne étaient constitués de militants travaillistes qui s'étaient plus ou moins mis en congé de parti. Par conséquent, pour ces militants et même pour beaucoup d'électeurs travaillistes en symbiose avec eux, ce n'est pas lui qui avait manqué de loyauté envers le parti, c'était le parti qui avait cherché à le marginaliser. Pour eux, sa rupture avec la direction centrale ne pouvait être que provisoire : ou bien cette dernière venait rapidement à résipiscence ou bien elle devait être changée. Bien sûr, on n'en est pas encore là, mais le congrès travailliste d'octobre a été marqué par de pressantes demandes de réintégration de Livingstone, demandes auxquelles Tony Blair a eu bien du mal à résister. Rien n'est résolu à cet égard. Comme avec Margaret Thatcher, il y a quinze ans, Ken Livingstone a mis tout son talent, qui est grand, à apparaître comme celui qu'on brime, celui auquel on s'attaque injustement ; et cela lui a très bien réussi. Il lui reste à montrer à la population de Londres qu'on avait tort de ne pas lui faire confiance.

La troisième leçon de l'élection risque d'être tirée par les électeurs eux-mêmes.

La pantomime offerte par le parti travailliste au moment du choix de son candidat semble avoir rendu les électeurs très réticents face à une généralisation des maires élus. Selon un sondage ICM¹⁵ publié peu avant l'élection de Londres, seuls 22 % des électeurs britanniques souhaitaient un maire élu contre 61 % qui préféreraient le *statu quo*. Par ailleurs, les militants travaillistes eux-mêmes, notamment ceux, et ils sont nombreux, qui sont hostiles aux réformes constitutionnelles et électorales, vont sans doute exiger – et ce sera plutôt une bonne chose – de jouer le rôle principal dans le choix des candidats ; par contre, si, après avoir constaté que les modes de scrutin nouveaux ont plutôt joué au détriment du parti travailliste (sauf à Londres, notons-le), ils en viennent à obtenir le maintien du système électoral majoritaire à un tour pour les élections locales – pour ne rien dire de l'élection à la chambre des Communes –, ce sera sans doute une moins bonne chose, notamment dans les zones où l'un ou l'autre des deux grands partis est hégémonique. L'avenir de la réforme constitutionnelle dépend certes d'une victoire travailliste aux élections générales prochaines (au printemps ou à l'été 2001) ; mais, paradoxalement, une victoire moins ample que celle de 1997 rendrait sa poursuite plus facile, car elle forcerait le parti travailliste à travailler plus étroitement avec les libéraux-démocrates, concrétisant ainsi la naissance du « centre radical » dont rêve Tony Blair.

15. Cité par *Monitor, The Constitution Unit Bulletin*, n° 11, p. 7.